

Budget 2026 : à nous d'imposer notre 49.3 par nos grèves et par nos luttes

Alors qu'il avait juré qu'il ne gouvernerait pas à coup de 49.3, Lecornu vient d'y recourir pour faire passer son budget. S'asseoir sur une promesse de plus, pas de quoi émouvoir tout ce petit monde politicien qui a mis toute son énergie dans des marchandages parlementaires. La France a un budget, voilà les marchés financiers, et tous les capitalistes, rassurés. Mais pour les travailleurs et les travailleuses, c'est une déclaration de guerre.

Un budget de casse sociale

C'est le PS lui-même qui a encouragé Lecornu à recourir au 49.3 : quoi de plus commode pour faire passer ce budget impopulaire, sans avoir à le voter ? Le chef de file du PS, Olivier Faure, n'hésite pas à parler des « victoires obtenues ». Quelles seraient ces victoires, qui ont acheté le consentement du PS et permis au gouvernement d'échapper à la censure ? La « prime d'activité », versée par les CAF (donc la Sécurité sociale) à laquelle peuvent postuler les salariés les moins payés augmentera de 50 euros par mois. C'est toujours ça que les patrons n'auront pas à déboursier pour obtenir une main-d'œuvre sous-payée, sans augmenter les salaires. Autre os à ronger, lancé à tous ceux qui prétendent avoir obtenu un « budget de compromis » : 500 emplois supplémentaires pour accompagner les élèves en situation de handicap pour l'Éducation nationale. Mais ces emplois d'accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) sont eux aussi sous-payés, avec temps partiels imposés, et peinent à recruter. Et on passe sous silence les 4 000 suppressions de postes prévues côté enseignants. Le repas à un euro pour les étudiants veut lui aussi faire oublier la grande misère des Crous, sous-financés pour loger et nourrir les étudiants. De même pour le budget de la Sécurité sociale, notoirement insuffisant alors que les difficultés rencontrées par l'hôpital public mettent des vies en danger, comme pour les ministères de la Justice, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

Le pactole pour les patrons

Mais pas d'austérité pour les plus riches et les grosses entreprises. La taxe Zucman, pourtant très modérée, a suscité un tir de barrage généralisé. Quant à la taxe sur les plus hauts revenus, créée en 2025, elle a été un fiasco total, rapportant cinq fois moins que prévu. Pour

ces très riches, gagnant plus de 250 000 euros par an pour un célibataire, l'évasion fiscale et autres contournements sont un jeu d'enfant. Le patronat pleure la bouche pleine parce que les 300 plus grosses entreprises devront verser 6,3 milliards de « surtaxe ». Pas cher payé, quand on sait que les entreprises du CAC 40 ont versé plus de 100 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2025 ! Ce sont surtout les patrons de l'armement, Dassault et autres Safran ou Thales, qui touchent le jackpot avec 6,7 milliards d'euros de plus qu'en 2025 pour le budget de la Défense.

Ils profitent, mais c'est nous qui produisons tout !

On ne parle plus de ces 211 milliards d'euros d'aides diverses versées aux entreprises par l'État, que ce nouveau budget ne remet pas en question. 211 milliards empochés chaque année au nom de la création d'emploi, alors que les entreprises ne cessent d'en supprimer : 700 licenciements chez Brandt, 2 400 suppressions d'emplois chez le géant de l'informatique Capgemini, des licenciements prévus en masse dans le secteur bancaire, pour ne parler que des annonces les plus récentes. Face à ces attaques incessantes, le monde capitaliste et les politiques à son service craignent la colère de la classe ouvrière. C'est bien pour cela qu'en ce moment même, les députés examinent une proposition de loi pour « suspendre » le droit de grève trente jours par an dans les transports, avec l'intention évidente de généraliser cette limitation de notre droit à nous défendre.

Licenciements, conditions de travail et de vie, bas salaires : nous avons toutes les raisons de rendre coup pour coup.

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 26 janvier 2026

Capgemini : Non aux suppressions de postes !

Mardi 20 janvier dernier, Capgemini annonçait la suppression prochaine de 2409 postes dans l'hexagone, soit environ 7% des effectifs. La boîte avait enregistré un chiffre d'affaires de plus de 22 milliards d'euros l'an dernier, une progression de 2,9 %. Sans l'ombre d'un doute, supprimer ces 2409 postes est donc surtout un moyen d'engraisser davantage les actionnaires. Supprimer des postes dans un contexte où trouver du boulot est de plus en plus difficile, y compris dans le secteur de l'informatique, c'est criminel. S'il faut donner son poste, allez donner le vôtre messieurs les directeurs !

La direction de Capgemini est attendue à l'accueil

Beaucoup d'entre nous, à Capgemini, ont appris la nouvelle des suppressions d'emploi directement via les réseaux sociaux, des sites d'information, ou carrément par nos proches. C'est une violence patronale supplémentaire. Peut-être la direction a-t-elle désappris à envoyer un mail ? Un "plan de retour à la performance" s'impose à elle : en nous organisant sur tous les sites, rappelons-lui que leur chiffre d'affaires, c'est nous qui le produisons, et que si les travailleurs se battent, la direction et les chefs ne sont rien.

Les RCC dans l'informatique : d'où qu'elles viennent, une offensive à combattre

Il y a quelques mois, c'est CGI qui était visé par un plan de RCC, où 230 postes ont été supprimés, essentiellement en région parisienne. Ces attaques visent tous les travailleurs, bien au-delà de ceux froidement poussés à la porte : les collègues de CGI qui ont vu les cadences s'accroître sur leurs projets après la RCC peuvent en témoigner.

"À l'hôpital y'a trop de travail, à l'extérieur y'a trop de chômeurs"

...disait un slogan largement repris dans les manifestations de soignantes en 2021. Car le versant des suppressions d'emploi, c'est que pour celles et ceux qui restent, c'est la course. Partage du travail entre tous !

Capgemini vend ses services aux assassins de l'ICE

La semaine dernière encore, Capgemini affichait sur son site internet son partenariat avec l'ICE, la milice raciste de Trump recrutée pour faire la chasse aux migrants et à tous ceux qui ont l'apparence de migrants : "*Capgemini travaille étroitement pour aider à réduire les délais et les coûts dans l'expulsion de tous les étrangers illégaux des Etats-Unis*". Avec 365 millions de dollars à la clé, les termes du contrat précisent que la rémunération précise sera au nombre de migrants traqués. Mais face à l'ICE et après le meurtre de Renée Good et de Alex Pretti à Minneapolis, des centaines de milliers de personnes manifestent aux cris de "*ICE Out !*". Notre patron est du côté de l'ICE ; eh bien nous les travailleurs, nous sommes du côté des manifestants !

"Un remplacement de la direction par l'IA semble être ironiquement la solution la plus humaine"

Entendu de la bouche d'un collègue lors de l'annonce des 2409 licenciements à Cap. On s'abstiendra sur la question : artificiels ou pas, les chefs licenciés qui nous pourrissent la vie on en veut pas !

Rebondissement dans les fuites d'eau à CGI

Tandis que certains collègues doivent venir au boulot avec des gants pour faire face aux pannes de chauffage, la direction nous prépare les meilleures blagues pour réchauffer l'atmosphère. Sur plusieurs plateaux, l'eau qui fuit du plafond s'infiltre près d'une armoire électrique. Si jamais ça devait engendrer des pannes et des ralentissements, hors de question que ce soit à nous d'en payer les conséquences.

La Société générale va supprimer 1 800 postes d'ici 2027

Le groupe bancaire Société générale annonce une réorganisation qui va se traduire par la suppression de 1 800 postes en France d'ici à fin 2027. Cette réduction d'effectif n'a rien à voir avec des difficultés quelconques que rencontrerait la banque mais a uniquement pour but de faire monter son action en bourse. En février 2024, la banque avait déjà annoncé la suppression d'environ 900 postes à son siège. Et cela a payé... pour les actionnaires. L'an dernier, son action a fait un bond de 153 % à la Bourse de Paris, la meilleure performance de l'indice CAC 40, et sa capitalisation a franchi le seuil symbolique de 50 milliards d'euros. Licencié, ça rapporte... pour les patrons.

Est-ce que l'IA capitaliste menace nos emplois ?

Un dossier du journal *Révolutionnaires* n°37 à retrouver en flashant le QR-Code ci-contre :



Bordeaux Ouvrière et Révolutionnaire

On s'en doute bien, les élections municipales ne changeront pas nos vies. Car derrière les parlements et les conseils municipaux, ce sont les actionnaires qui décident vraiment, et disposent d'une ribambelle de politiciens pour faire valoir leurs intérêts. Il n'y a qu'à voir les milliards de coupes budgétaires pour financer les cadeaux aux grandes entreprises et la course à l'armement. Il faut que dans les prochaines élections municipales, une voix de travailleuses et de travailleurs s'élève pour dénoncer cette dictature des milliardaires sur la société : pour l'interdiction des licenciements, l'augmentation de tous nos salaires... et pour renverser la table !

La prochaine réunion publique de la campagne du NPA-Révolutionnaires, "*Bordeaux ouvrière et révolutionnaire*", se tiendra à la mairie de quartier de Grand Parc à Bordeaux, samedi 31 janvier à 19h.

Si ce bulletin te plaît... fais le circuler !